

Document de travail (9/9) : agriculture

Quels seront les principaux défis auxquels l'Afrique sera confrontée en 2009 ? Quelles solutions peuvent être envisagées pour les surmonter ? À ces deux questions, CAPafrique répond à travers une série de neuf contributions. La neuvième et dernière porte sur l'agriculture, un secteur dont le développement est vital pour permettre à l'Afrique de (re)devenir autosuffisante sur le plan alimentaire.

La hausse des prix des matières premières agricoles observée partout dans le monde en 2008 n'a pas épargné l'Afrique : elle y a entraîné l'augmentation du prix du repas de base de plus de 40 % ; certains produits ont même quasiment doublé (riz, huile de palme), provoquant de dramatiques émeutes de la faim. Les mesures d'urgence prises par les États, essentiellement sous la forme d'exonérations fiscales et douanières sur les importations de denrées alimentaires, ont permis d'atténuer à court terme les effets de cette hausse vertigineuse des prix sur le pouvoir d'achat des ménages. Mais, pour prévenir d'autres épisodes de ce genre à l'avenir, les mesures à prendre se font toujours attendre.

Cette forte dépendance aux fluctuations du marché mondial est la conséquence de « l'abandon par de nombreux pays africains de leur stratégie d'autosuffisance alimentaire »¹, ceci alors que l'Afrique est le seul continent où la production agricole par habitant a diminué depuis 30 ans. À la production locale, les États africains lui ont préféré l'importation de denrées agricoles, à la faveur de coûts de transports maritimes peu élevés, de financements accessibles en raison de taux d'intérêts bas et des subventions des pays riches sur leur excédent alimentaire. Si bien qu'en 2008, 87 % des denrées agricoles consommées en Afrique étaient importées.

Malgré tout, l'agriculture demeure un secteur clé de l'économie africaine : elle représente environ 17 % du PIB et emploie 57 % de la main d'œuvre. En partie maintenant tournée vers les cultures d'exportation, l'agriculture africaine doit désormais faire face à la baisse de la demande mondiale en raison de la crise : l'hévéa par exemple, utilisé principalement pour la production du caoutchouc – indispensable au développement de l'industrie automobile – a vu son cours baisser de plus de 60 % en seulement six mois. L'un des enjeux majeurs pour l'Afrique en matière agricole en 2009 sera donc de réduire sa trop grande dépendance tant à l'égard des cultures d'exportations que des importations, de manière à (re)trouver une certaine autosuffisance alimentaire.²

Propositions

- Développer les filières agricoles locales.

L'Afrique dispose sur le plan agricole d'avantages comparatifs indéniables : elle est notamment la première réserve mondiale de terres arables. Pourtant, elle n'exploite que 4 %³ de son potentiel hydrique. Aussi, le secteur agricole devrait-il bénéficier d'un soutien financier et d'un régime de protection de la part des États, afin de demeurer compétitif sur le plan mondial. L'exemple du Malawi semble de ce point de vue, particulièrement symptomatique : après une grave famine, le gouvernement malawite a décidé, contre l'avis des bailleurs de fonds internationaux, de subventionner massivement sa production agricole. En 2005, un plan de financement d'environ 53

¹ *Crise alimentaire : une opportunité pour l'Afrique ?*, Alexandre Vilgrain, CAPafrique, juin 2007.

² Les différents chiffres cités dans les paragraphes introductifs sont tous tirés du Rapport annuel, FAO, 2007.

³ Rapport annuel, Banque mondiale, 2007.

millions d'euros à destination des 1,5 million d'agriculteurs locaux a été mis en œuvre. Trois ans plus tard, le Malawi a doublé sa production agricole et gère désormais des stocks d'excédents.

- Mettre en place des mécanismes de financements spécifiques en faveur de l'agriculture vivrière.

Un soutien particulier devrait être accordé à l'agriculture vivrière qui demeure le principal pourvoyeur de denrées alimentaires. Celle-ci souffre d'un faible rendement en raison d'un accès limité aux techniques modernes d'exploitation. En moyenne, il est utilisé en Afrique environ 9 kg d'engrais par hectare contre 151 en Asie⁴. Les coûts des semences et des fertilisants sont particulièrement élevés pour les agriculteurs locaux aux revenus modestes. Au Cameroun, un vaste programme de microcrédit à destination des paysans a été mis en œuvre, cogéré par les organismes publics et des banques privées au sein de coopératives. Ces mutuelles communautaires de croissance répartis dans l'ensemble du pays ont finalement permis le financement de plusieurs centaines de projets agricoles depuis leur création en 2005.

⁴ Rapport annuel, FAO, 2007.